



**MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS**



FRAPPONS UN GRAND COUP!

La période estivale n'a pas calmé la colère contre le projet de nouveau réseau de proximité de la DGFiP porté par le ministre Darmanin. Avec l'intersyndicale DGFiP Solidaires, CGT, FO, CFDT et CFTC, **les personnels** ont continué à afficher leur **rejet de ce projet destructeur des missions** de l'administration des Finances publiques.

De **nombreux élus locaux** ont quant à eux **manifesté publiquement leur hostilité** au plan de démantèlement qui leur a été présenté.

Les **contribuables et usagers** ont de leur côté bien compris que le nouveau réseau qu'on leur vend n'est rien de plus qu'un marché de dupes.

Il est temps désormais de **passer à la vitesse supérieure** et de **laisser éclater cette colère**.
Comment ?



En étant d'abord **massivement en grève et dans l'action le 16 septembre** à l'appel de l'intersyndicale DGFiP ;



En participant ensuite, tout aussi **nombreux, aux assemblées générales** qui se tiendront le 16 septembre pour décider collectivement de la suite de cette journée de mobilisation ;



En **multipliant, dès le 17 septembre et les jours suivants, les actions et les mobilisations**, sous toutes les formes déterminées collectivement y compris **en décidant de reconduire la grève**.

Ce n'est que par une **mobilisation d'ampleur nationale, déterminée et inscrite dans la durée** que nous pourrons contraindre la DGFiP, le ministre et le gouvernement à abandonner leurs projets dévastateurs.

TOUS sont concernés, quel que soit leur service ou lieu d'affectation car les projets en cours dépassent largement la seule géographie revisitée. **C'est bien le programme du comité CAP 22 que le gouvernement est en train de mettre en œuvre**. La transformation du réseau n'en représente qu'un élément. Nous sommes face à une modification profonde des conditions d'exercice des missions, à leur transfert, voire à leur abandon.

Cette désagrégation sera inévitablement assortie de **mobilités fonctionnelles et géographiques forcées**, de **conditions de travail dégradées**, et d'une **remise en cause profonde de notre avenir et professionnel et personnel sans commune mesure** avec ce que nous avons déjà connu.

Alors, dès le 16 septembre, frappons un grand coup, tous et partout ancrons la mobilisation dans la durée pour obtenir l'abandon de la géographie revisitée et de toutes les réformes mortifères pour la DGFiP et le service public.

Exigeons les moyens d'exercer nos missions dans des conditions décentes au bénéfice des usagers (élus, contribuables...).

